

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

MARS / AVRIL 1969

ACTIONS SYNDICALES

Ces dernières semaines ont donné aux syndicats l'occasion de déployer une belle activité.

Celle-ci s'est d'abord manifestée au moment des grèves surprises de la S N C F (lignes Sud-Ouest), de RENAULT (au Mans) et de PEUGEOT (à Sochaux). Surpris, comme les patrons, par ces mouvements partis de la base et donc suspects, les responsables syndicaux se sont efforcés d'en limiter l'ampleur et d'y mettre fin rapidement pour éviter une dangereuse contagion.

A la S. N. C. F., il a bien fallu pourtant lancer un ordre de grève après que des sanctions aient été prises par la direction contre des cheminots qui avaient cessé le travail, sans préavis, quelques jours plus tôt ; mais l'ordre en question a été soigneusement limité aux roullants des lignes du Sud-Ouest.

A SOCHAUX, une centaine de jeunes s'étaient mis en grève et avaient empêché le fonctionnement des chaînes de finition, rendant impossible le travail de 8.000 ouvriers ; pris de court, les syndicalistes ont organisé un meeting au cours duquel ils ont donné pour consigne ... d'être vigilants ! Et cela s'est terminé par un "que ceux qui veulent travailler travaillent" que n'aurait pas désavoué un jésuite bon teint.

Mais c'est à l'usine RENAULT du MANS que nos défenseurs patentés des intérêts de la classe ouvrière ont agi avec le plus d'efficacité. Là aussi des ouvriers s'étaient mis en grève et leur mouvement, s'il s'était poursuivi, aurait bloqué l'activité des autres usines. Soumis à de

...

fortes pressions patronales (les cadres étaient allés voir les grévistes un à un), ceux-ci, au bout de quelques jours, étaient revenus travailler mais, une heure après leur retour, s'étaient remis en grève. Immédiatement, les syndicats acceptèrent de discuter avec la direction et un accord fut mis au point dans les plus brefs délais.

Sur ce, la conférence de Tilsitt. Rendus inquiets par les grèves qui venaient d'avoir lieu, les dirigeants syndicaux espéraient peut-être une certaine compréhension de la part du gouvernement et des patrons. Or ils se heurtent à un net refus d'accorder quoi que ce soit sur le plan national. Une telle attitude est due au fait que les capitalistes ne croient pas à un mouvement de revendications généralisé et qu'ils ont de toutes façons une marge de manoeuvre limitée, les concessions réelles qu'ils peuvent faire étant sans doute très faibles à un moment où la concurrence devient de plus en plus sévère sur le plan mondial et où l'économie française éprouve des difficultés à suivre le rythme.

Dans ces conditions, après quelques séances comiques consacrées à des comparaisons d'indices, les participants n'ont plus qu'à se séparer. C'est alors la manoeuvre classique : pour impressionner leur vis-à-vis mais aussi et surtout pour bien reprendre en mains une classe ouvrière qui leur donne décidément bien du souci, les syndicats lancent le bon vieil ordre de grève de 24 h dont nous sommes gratifiés une fois par an. C'est ce que le "camarade" KRASUCKI va appeler aussitôt une "riposte instantanée, massive, unie."

Mais ledit KRASUCKI et ses compères de la C G T ont dû être déçus. Massive dans la fonction publique et le secteur nationalisé, la grève ne l'a pas été dans plusieurs branches privées où, du reste, une partie de ceux qui avaient fait grève ont dû récupérer le samedi suivant.

Il y a eu d'autre part l'attitude de la C F D T qui a pris ses distances, d'abord en lançant l'idée que l'arrêt de travail pourrait se poursuivre plus de 24 h, ensuite en n'envoyant pas ses huiles parader en tête du cortège parisien. Celle-ci en effet cherche à ne pas perdre le contact avec la base et pense qu'en agissant avec souplesse elle pourra mieux la contrôler et accroître son recrutement.

Et puis il y a eu les "gauchistes" (1), ces "ces prêcheurs d'aventure dont les travailleurs ont montré qu'ils ont pris la mesure".

...

(1) le terme "gauchistes" est utilisé ici au sens où l'entend la C. G. T.

A PARIS comme en province, ceux-ci ont eu l'audace de participer aux défilés en scandant, ô horreur, des slogans hostiles au capitalisme et favorables à la poursuite de la lutte ainsi qu'à l'unité travailleurs-étudiants ; ils ont même été, comble du scandale, jusqu'à porter des drapeaux rouges et noirs dans le même cortège où de dignes maires étaient ceints de l'écharpe tricolore ! Le service d'ordre démocratique de la C G T dut donc intervenir, avec le sens du dialogue qu'il partage avec les appariteurs musclés de NANTERRE, notamment à Toulouse et Bordeaux. Mais dans certains cas, les gauchistes n'ont pu être expulsés : ainsi à Dijon où, de dépit, les organisateurs annulèrent le défilé.

Cette journée du 11 mars ne peut donc être considérée comme une des plus belles du palmarès et il n'est même pas sûr qu'elle ait bien joué le rôle d'exutoire, de défolement contrôlé et sérieux qu'on en attendait en haut lieu.

En tout cas, elle n'a pas été considérée comme suffisante par les travailleurs de plusieurs entreprises. Le lendemain ou les jours suivants, des mouvements de grève se sont poursuivis ou ont repris (comme avant le 11, les revendications portent soit sur les salaires, soit sur les conditions de travail), surtout dans la métallurgie, à ST-BRIEUC (Société Métallurgique de Bretagne), à CAEN (Société Métallurgique de Normandie) dans l'Ardèche (Société Française de Métallurgie et de Mécanique), à VENISSIEUX (BERLIET), à SANDOUILLE (RENAULT) ; à PARIS, d'autre part, la ligne n° 2 du Métro n'a pas repris tout de suite le travail et le centre "Cévennes" d'HACHETTE a été occupé (les grévistes ont finalement été délogés manu militari par des gros bras recrutés à l'extérieur par la direction) ; quant à la raffinerie ANTAR, à DONGES, elle a dû fermer ses portes, la grève de 60 pompistes ayant paralysé la production (mille personnes travaillent à la raffinerie). Depuis, d'autres mouvements ont éclaté.

Voilà qui dérange bien les responsables de la C G T, à en juger par leur comportement. C'est ainsi qu'à CAEN, la C G T a conseillé à ses adhérents en grève de l'usine SAVIEM de reprendre le travail ; même attitude à la Société Métallurgique de Normandie (dans la même ville). Si la C F D T dans ces deux usines a pris le contre-pied de la C G T qu'elle a accusée de "poignarder les travailleurs dans le dos", elle s'est associée à elle et aux deux autres syndicats existants à la S N C F où, la grève ayant repris sur les lignes Sud-Ouest, les syndicats ont demandé à leurs adhérents de suspendre leur mouvement pendant la durée des négociations car, comme chacun sait, c'est quand ils travaillent que les prolétaires sont en position de force vis-à-vis des capitalistes.

Ils devraient tout simplement s'en remettre docilement à leurs responsables syndicaux qui eux savent négocier et connaissent les objectifs à atteindre. Par exemple des accords régionaux ou par branche du type de celui qui vient d'être conclu dans la sidérurgie lorraine où la semaine de travail sera réduite de 48 à 42 heures d'ici un an - la perte de salaire n'étant compensée qu'à 66 %. Et puis, à plus long terme, il y a cette participation qui, enfin, mettra un terme à cette lutte des classes si aventuriste ; les syndicalistes E D F et G D F se plaignent du reste ces jours-ci que le ministre de l'industrie ne respecte pas dans ses actes les déclarations officielles sur ladite participation ; ils lui reprochent également d'agir "illégalement" en prenant des décisions non négociées. Légalité et participation, tels sont en effet les points essentiels du programme syndical.

0
0 0

APRES LE MANS ... SANDOUVILLE

A l'usine RENAULT de Sandouville, des débrayages ont eu lieu le mercredi 12. La direction ayant décidé de ne pas payer les heures de "chômage technique" provoqué par la grève du Mans, à moins qu'elles soient récupérées le samedi, elle s'est heurtée au refus des métallos. Les responsables syndicaux, eux, avaient conseillé d'accepter la proposition patronale ... Parti de l'atelier de tôlerie, le mouvement était suivi par 150 / 200 participants en fin de matinée. C'est à ce moment que s'est manifesté le camarade HERVIEUX, ancien militant cégétiste, adjoint au maire de Gonfreville-l'Orcher et membre du P. C.

En tant que secrétaire administratif du Comité d'établissement, il s'est adressé aux grévistes et a réussi à les convaincre de reprendre le travail. Après quoi la direction, qui comme on le voit est bien secondée, a pu tranquillement sanctionner d'un avertissement les manifestants. Elle n'a évidemment pas tenu compte par la suite des protestations dont lui ont alors fait part les délégués syndicaux.

...

III L'EXPERIENCE CHINOISE

On a vu se dérouler en Chine, au cours des trois dernières années une guerre de propagande menée par l'armée promaoïste et les gardes rouges contre une fraction d'anciens dirigeants du parti et de l'état, qui a souvent pris la forme d'une attaque directe contre la classe ouvrière. Maintenant que cette période semble terminée, par la victoire des maoïstes, on peut se demander quel était le contenu social et économique de ce conflit, et comment situer les intérêts et les problèmes de la classe ouvrière.

I - LE REGIME DES PAYS DITS SOCIALISTES -

On ne peut donner une réponse juste à ce problème sans définir auparavant le régime chinois qui, dans ses traits essentiels, ne diffère en rien de celui des autres pays dits "socialistes". Or, la nature des rapports de production est, dans ces pays, capitaliste. L'étatisation des moyens de production et la planification n'abolissent pas ce caractère capitaliste mais, au contraire, l'accroissent à l'extrême. La propriété privée n'est pas l'essence du capitalisme, mais est un obstacle à son développement. Toute l'histoire du capitalisme, qui tend vers la concentration et la centralisation du capital, n'est que le dépassement constant de la propriété privée au moyen des sociétés anonymes, puis des trusts et enfin de l'étatisation. L'essence du capitalisme est la possession effective des moyens de production par une classe et l'extraction de la plus-value. Que cette possession soit pratiquée directement par les capitalistes propriétaires, ou qu'elle soit assurée par un appareil d'état confondu avec les sommets de la hiérarchie bureaucratique - qui détermine les buts et les moyens de l'économie planifiée selon ses intérêts de classe - cela ne change en rien les rapports de classe.

De plus, si dans le capitalisme d'autrefois les capitalistes touchaient une fraction de la plus-value générale, si dans le capitalisme moderne des monopoles elle est répartie entre propriétaires et bureaucrates, et si dans le capitalisme d'état elle est absorbée par les dirigeants bureaucrates, tout cela ne concerne que le mode de distribution de la plus-value et non l'exploitation de la classe elle-même.

....

Dans le capitalisme d'état, la classe ouvrière, privée du seul droit dont elle disposait - à savoir vendre sa force de travail sur le marché - est aliénée économiquement et politiquement, tandis que la classe dirigeante devient plus homogène que jamais. Ce type de capitalisme, propre aux pays moins développés, qui permet de s'investissements massifs ne dépendant plus de la situation conjecturale du marché et de la volatilité des épargnants, peut partiellement aplanir les luttes concurrentielles à l'intérieur du pays, tandis que la concurrence s'accroît sur l'arène mondiale et se déroule maintenant au niveau des Etats.

2 - CONTEXTE SOCIAL ET HISTORIQUE EN CHINE -

Tous les pays de capitalisme d'état ne se trouvant pas au même degré d'évolution, la lutte des classes à l'intérieur et leurs rapports avec le capitalisme mondial se situent à des niveaux différents.

Ce ne sont pas les divergences idéologiques qui, pendant une période, ont déterminé l'opposition du stalinisme yougoslave à celui de l'U R S S, et ce n'est pas aujourd'hui une idéologie anti ou pro-stalinienne qui oppose Chinois et Russes, mais c'est seulement leurs intérêts nationaux et leurs visées impérialistes qui déterminent leur attitude politique.

La seule différence qui existe aujourd'hui entre Russie et Chine concerne le niveau de la lutte de classe. En Russie, pays industrialisé, où la classe ouvrière a déjà fait son expérience du régime stalinien et représente pour lui un danger visible, la classe dominante, n'étant plus sûre des ouvriers, a peur d'une guerre et table sur la coexistence et le statu-quo impérialiste. En Chine, pays sous-développé en voie d'évolution capitaliste, les masses paysannes - qui se transplantent peu à peu dans les usines - gardent encore partiellement leurs illusions et adhèrent relativement plus au régime que dans les autres pays capitalistes ; ceci explique la force provisoire du capitalisme chinois.

Cette observation étant faite, ce qui caractérise aujourd'hui la Chine, est en particulier :

- 1/ un niveau de développement économique plus bas au départ, en 1949, que celui de l'U R S S en 1917, ce qui fait qu'aujourd'hui la Chine se trouve encore à un niveau inférieur à celui qu'avait atteint l'URSS en 1928.
-

2/ Une position, par rapport au capitalisme mondial, également plus difficile et inégale que celle de la Russie pendant la seconde guerre mondiale. La Russie n'avait alors qu'à combattre la coalition hitlérienne en collaboration avec les alliés occidentaux, tandis qu'aujourd'hui la Chine doit affronter à la fois les Etats-Unis, la Russie, et probablement d'autres puissances capitalistes.

Entre ses besoins et ses prétentions impérialistes à l'échelle mondiale, d'une part, et ses possibilités actuelles d'autre part, s'ouvre un fossé qu'il fallait combler le plus vite possible. Pour y arriver, les dirigeants chinois doivent consacrer toutes les ressources de leur pays à l'industrie lourde, moderniser l'agriculture, centraliser et unifier un pays immense qui garde encore le particularisme provincial et affecter à l'armement classique et atomique des sommes d'argent analogues à celles dépensées par leurs rivaux. Tout cela signifie que les travailleurs chinois doivent consommer moins et travailler plus.

3 - LES DEUX TENDANCES -

Or, chez les dirigeants chinois se sont développées deux tendances qui divergeaient sur les moyens à utiliser pour mieux dominer les travailleurs chinois. D'une part, la fraction qui, de peur d'une explosion populaire, hésitait devant une intensification de l'exploitation et reculait en face des risques d'une guerre mondiale. D'autre part, la tendance maofiste, s'appuyant surtout sur l'armée, qui a mobilisé les gardes rouges pour stimuler la production au moyen de l'idéologie.

Il y a des raisons historiques au fait que l'armée, à savoir les officiers de carrière, constitue en Chine le fer de lance de la bureaucratie. Si le coup d'état d'octobre 1917 fut l'oeuvre du Parti bolchevique, la révolution chinoise a donné la victoire à l'armée qui fut l'embryon du nouvel état.

Dans de telles conditions l'armée et les étudiants des gardes rouges - ces aspirants bureaucrates - ont pu exprimer le sentiment national blessé profondément par l'intervention américaine au Viet-Nam, qui vise en réalité plutôt la Chine, et par l'hostilité russe manifestée par le retrait et son aide.

....

Leur mouvement de réforme a tendu à intensifier les rythmes de travail avec une discipline militaire et à imposer, pendant une longue période, austérité et restrictions. Tout cela devait être cimenté par un strict encadrement des masses, dans un climat d'hystérie patriotique couronné par le culte de la personnalité du "grand timonier", bref par tout ce qui est nécessaire pour assurer l'aveugle obéissance des travailleurs à l'Etat et prévenir leur réaction éventuelle. Dans une telle situation, ce serait de la provocation stupide et dangereuse de développer les privilèges des dirigeants. La tendance maofste cherchait donc essentiellement à réorganiser les rapports de classe à l'intérieur pour intensifier l'exploitation et s'attaquer après au front extérieur afin d'exiger un nouveau partage du monde et une sphère d'influence correspondant au gigantisme du pays.

4 - SITUATION ACTUELLE

La victoire de la direction maofste aujourd'hui semble acquise. Les "Comités révolutionnaires", formés à partir d'éléments activistes, ont refondu à tous les niveaux et fortement centralisé l'appareil étatique et détiennent le pouvoir effectif dans le pays. Les gardes rouges, ayant accompli leur mission de mettre en condition les travailleurs, sont déjà démobilisés et quelques millions d'anciens cadres "rééduqués" et réhabilités sont déjà rentrés dans l'ordre maofste.

Pour les dirigeants chinois se pose maintenant le problème de se donner l'apparence de la "légalité" et de la "normalisation" et de donner aux autres l'illusion d'une certaine représentativité populaire. C'est pourquoi l'armée doit rentrer dans les casernes et, suivant les belles traditions bolcheviques, reconstruire le parti et les syndicats dissous, pour encadrer les masses. Pour cela, il faut convoquer le congrès du parti - qui normalement devait se réunir en 1961 - et y faire voter, par quelques milliers de délégués désignés par l'appareil, une nouvelle constitution, des institutions et peut-être proclamer une nouvelle internationale.

Pourtant la situation des vainqueurs n'est pas tellement idyllique. La victoire ne fût gagnée qu'après une bataille, non contre la fraction bureaucratique rivale - ce qui en fait n'était qu'un prétexte - mais contre le véritable ennemi, qui est la classe ouvrière. Dans ce conflit on a vu les ouvriers opposer une résistance quelquefois farouche contre l'embrigadement et la soumission. Des grèves et des sabotages dans les régions les plus industrielles eurent lieu, et des incidents sanglants ont opposé souvent des ouvriers aux partisans de MAO. L'attaque bureaucratique a contribué à l'éveil de la conscience des masses.

...

D'autre part le climat mondial a aussi un peu changé. La classe ouvrière d'une façon timide mais constante, dans plusieurs pays de l'Europe, commence à bouger. L'influence du stalinisme de tous bords et l'idéologie bourgeoise traditionnelle tendent à s'affaiblir.

Or, le "nouveau régime" chinois, s'il ne peut - conformément à sa nature - que revendiquer de manière forte d'abord l'annexion des territoires considérés comme chinois (Formose, Kong-Hong, Mongolie Extérieure) et ensuite une sphère d'influence accrue, si, d'autre part, il trouve profitable d'appuyer et d'attiser de petits foyers révolutionnaires dans les pays sous développés du tiers-monde, ne peut pourtant aller très loin dans cette voie ; il ne peut prendre trop de risques qui pourraient provoquer une guerre mondiale.

Malgré son affermissement sur le plan technique et l'augmentation de son potentiel qui doivent continuer, l'éveil de la classe ouvrière chinoise et sa résistance, à la longue, ne pourront que ramener les dirigeants chinois à la modération. L'avantage dont ils disposaient fortement il y a quelques années, dont ils disposent encore partiellement, à savoir les illusions des travailleurs sur leur régime, doit vite disparaître. Donc on ne peut estimer probable à la longue qu'une entente avec les adversaires impérialistes, cette entente étant non avouée et camouflée, pour être efficace vis-à-vis d'une clientèle différente. Aussi paradoxal que cela puisse paraître les vainqueurs maofistes n'auront d'autre perspective que d'appliquer la politique de leurs rivaux vaincus.

0
0 0

UNE GREVE PAYANTE

Depuis trois semaines, les travailleurs de FORD en Grande-Bretagne étaient en grève, paralysant l'activité de 23 usines. A l'origine de cet important mouvement, une convention collective présentée le 11 février dernier par la direction ; un article prévoyait que si les travailleurs déclenchaient une grève "non officielle" les primes de vacances et le paiement d'une indemnité aux ouvriers privés de travail par des grèves extérieures à l'entreprise sauteraient.

Les syndicats s'étaient empressés d'accepter les termes de cette convention et notamment cette disposition qui les mettait, tout comme les patrons, à l'abri des grèves parties de la base (en Grande-Bretagne, 90 % environ des grèves sont "sauvages").

Mais les ouvriers, en déclenchant la grève et en obligeant le syndicat de la métallurgie à l'officialiser malgré son opposition, ont fait céder patrons et dirigeants syndicaux et la clause a été supprimée. Par la même occasion, ils ont tenu tête au gouvernement travailliste car cette grève faisait partie des grèves "non officielles" interdites par le Livre Blanc qu'avait mis point en janvier dernier Barbara CASTLE, ministre de l'emploi et de la productivité.

Voilà qui montre une fois de plus que dès que des travailleurs se montrent décidés à se battre pour défendre eux-mêmes leur propre cause, le rapport de force se transforme à leur avantage. Dans le cas présent, les patrons ont préféré céder plutôt que de voir se poursuivre un conflit qui leur a coûté la bagatelle de 34 millions de livres (410 millions de francs), les interdictions gouvernementales ont été tout simplement ignorées et les dirigeants syndicaux ont été réduits au rang de négociateurs sans pouvoirs, obligés de suivre la base et de transmettre ses décisions.